



iiied

International  
Institute for  
Environment and  
Development

1000 Avenue de la Courbe



Dossier no. 80

**Conflits et  
disettes:**  
les razzias  
du Turkana au  
Kenya

---

Dylan Hendrickson,  
Jeremy Armon  
et Robin Mearns

Décembre 1998



**Conflits et disettes: les razzias  
du Turkana au Kenya**

**Dylan Hendrickson, Jeremy Armon  
et Robin Mearns**

Dylan Hendrickson est un consultant indépendant travaillant sur la dimension politique et humanitaire des réponses internationales aux conflits armés. Récemment, il a effectué des recherches sur les processus de paix cambodgien et mozambicain.

Jeremy Armon a travaillé à *Conciliation Resources* de 1996-98 en qualité de rédacteur en chef de la revue *Accord* : une publication internationale sur les initiatives de paix dans le monde. Auparavant, il effectuait des recherches sur les conflits et les questions de gouvernance à Oxfam et à l'Institut des études pour le développement à Brighton (GB) où il a aussi obtenu son doctorat. Il travaille maintenant en Ouganda.

Robin Mearns est un socioéconomiste spécialisé dans les ressources naturelles travaillant pour la Banque mondiale où il mène des travaux analytiques et opérationnels sur les aspects sociaux et institutionnels de la gestion des terres et des ressources naturelles. Lors de la préparation de ce document, il était président du groupe Environnement de l'Institut des études pour le développement, à l'Université du Sussex.

Ce document est traduit de l'article récemment publié dans la revue trimestrielle *Disasters* de l'Overseas Development Institute (1998), 22(3) : 185-199, sous le titre : *The Changing Nature of Conflict and Famine Vulnerability: The Case of Livestock Raiding in Turkana District, Kenya*. Le texte est basé sur une étude de terrain conduite par Robin Mearns en 1992, avec l'aide d'une subvention de l'IDS de Sussex, financée par la Fondation John D. & Catherine T. MacArthur. Des recherches complémentaires ont été menées de 1995 à 1997.

Pour obtenir davantage d'information sur cette étude, veuillez contacter : Dylan Hendrickson, Conciliation Resources, Lancaster House, 13 Islington High Street, Londres N1 9LH, GB. E-mail : [d.hendrickson@conciliation.gn.apc.org](mailto:d.hendrickson@conciliation.gn.apc.org)

## TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
RÉPONSE À LA FAMINE AU TURKANA: UNE CONSÉQUENCE DE LA SÉCHERESSE	2
Une instabilité grandissante	4
Les enlèvements de bétail minimisés	5
LES DEUX FACETTES RAZZIAS : REDISTRIBUTION ET PRÉDATION	7
Le conflit, partie intégrante de l'utilisation des ressources	7
Les raids de redistribution	8
Les raids prédateurs	9
L'INTERACTION SÉCHERESSE, RAIDS ET FAMINE AU TURKANA	11
Insécurité et vulnérabilité à la famine	11
Les entraves à la mobilité	12
La décomposition de l'économie morale	13
QUELQUES IMPLICATIONS POUR LA POLITIQUE D'AIDE ET DE DÉVELOPPEMENT	15
La lutte anti-famine	15
Réconcilier aide et développement	16
La résolution de conflit	17
CONCLUSION	19
RÉFÉRENCES	20

## INTRODUCTION

Il est désormais largement admis que les conflits violents jouent un rôle décisif dans la création de conditions menant à la famine en Afrique aujourd'hui (de Waal, 1990, 1993; Macrae et Zwi, 1994). Cela est particulièrement vrai dans les régions pastorales arides où la violence exacerbe les effets de l'action des événements naturels comme la sécheresse. Néanmoins, les liens entre sécheresse, violence et famine sont complexes et peu compris. C'est pourquoi la famine est encore généralement traitée comme un phénomène associé à la sécheresse, et ce d'autant plus que la plupart des organisations d'aide humanitaire sont mal préparées pour traiter des conflits. Pratiquement, cela se traduit par des dons de nourriture aux éleveurs affamés ou par des initiatives pour les aider à reconstituer leurs troupeaux. Il semble que bien peu soit fait pour comprendre exactement comment cette violence sape la viabilité de l'élevage itinérant en premier lieu.

A partir d'une étude de cas menée dans le district du Turkana au Kenya, le présent document examine une forme spécifique de conflit : l'enlèvement de bétail. Bien que celui-ci soit un élément faisant partie des relations pastorales depuis la nuit des temps, il est souvent perçu comme un appendice de la vie pastorale plutôt que comme une caractéristique intrinsèque de la concurrence entre des groupes vivant dans un environnement très difficile. En conséquence, les liens complexes entre la réalité pastorale et la famine ne reçoivent pas assez d'attention. Le problème fondamental, selon nous, n'est pas l'enlèvement de bétail en soi, mais plutôt la façon dont ces razzias ont évolué ces dernières années, passant d'une pratique quasiment culturelle avec d'importantes fonctions pour la subsistance, à une activité beaucoup plus prédatrice. D'une violence extrême, les raids prédateurs sont réalisés à grande échelle et parrainés par des personnes étrangères au secteur pastoral qui ont des intentions criminelles. Les éleveurs turkanais courent constamment le risque d'être dépossédés de leur troupeau par la force. Leur mobilité étant réduite par un climat permanent d'insécurité, l'impact sur leurs moyens d'existence est dramatique.

Les analystes ont été lents à tenir compte de cette nouvelle forme de razzia parce qu'elle n'est pas facile à constater et qu'elle soulève des questions qu'ils ne peuvent - ou ne veulent pas - contempler. Le présent document examine, en premier lieu, le contexte récent de la famine au Turkana et les raisons pour lesquelles les acteurs du développement ont eu tendance à minimiser les conséquences des enlèvements de bétail. En second lieu, il expose comment les enlèvements de bétail traditionnels pouvaient être favorables à la subsistance des groupes pastoraux, contrairement aux

formes plus prédatrices que l'on connaît aujourd'hui. On examinera plus en détail, ensuite, la complexité de l'interaction entre razzia, sécheresse et famine. Pour terminer, les principales implications de cette analyse, pour les activités d'assistance (en cas de famine) et de développement dans les régions pastorales, seront brièvement abordées.

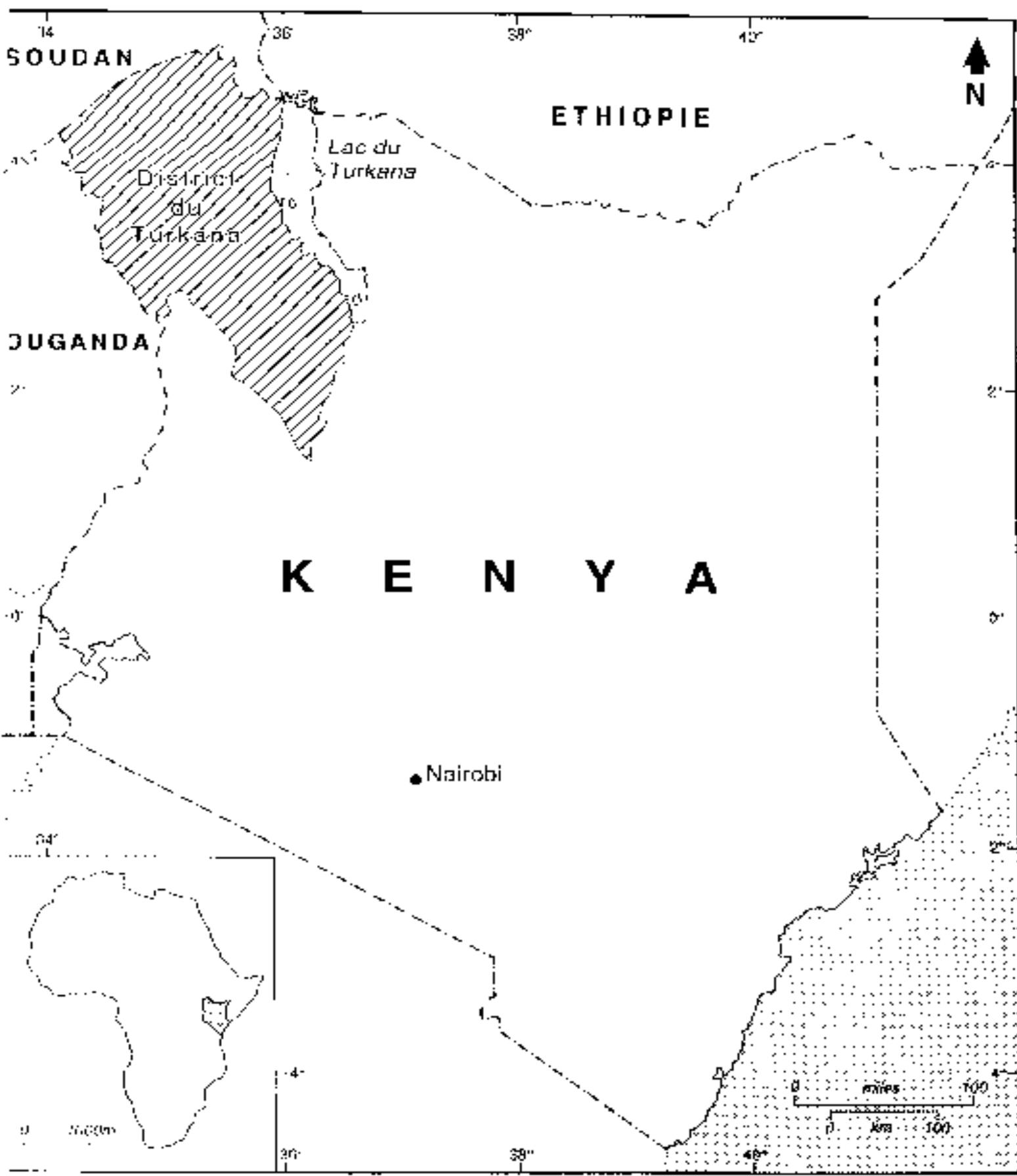
## **RÉPONSE À LA FAMINE AU TURKANA: UNE CONSÉQUENCE DE LA SÉCHERESSE**

### **Le contexte de la famine**

Les Turkana, au nombre de 300.000 environ, dont 70% d'éleveurs nomades (Buchanan-Smith et Davies, 1995) vivent dans une région désolée au nord-ouest du Kenya. A l'ouest, au nord-ouest et au nord-est, le district du Turkana est bordé, respectivement, de l'Ouganda, du Soudan et de l'Ethiopia (voir Carte). Les Turkana sont divisés en 13 clans, chacun d'eux occupant une "sous-section" bien définie du territoire. Comme la majorité des éleveurs nomades d'Afrique, les Turkana ont traditionnellement mené un style de vie tourné vers la subsistance. Le bétail constitue leur principale possession qui est aussi leur principal moyen d'existence. Bien que toujours précaire, le mode de vie de ces éleveurs est bien adapté à l'environnement dur et aride que les Turkana habitent. Sécheresse et famine sont des risques omniprésents : seule une année sur quatre reçoit en général suffisamment de pluie (Gulliver, 1955).

Vu l'extrême instabilité du climat, les Turkana mènent une existence nomade, à la recherche d'eau et de fourrage pour leurs animaux. Les parcours qu'ils suivent d'habitude lors de leurs migrations les amènent à traverser les frontières des différents districts, voire même des pays voisins en cas de sécheresse prolongée. Avec leur longue expérience de l'incertitude liée à l'environnement, les Turkana ont aussi développé un système social hautement flexible et une panoplie de stratégies, tant individuelles que collectives, pour survivre. On citera, entre autres, diversification de troupeau, séparation de troupeau, redistribution des excédents d'animaux à des réseaux sociaux, la formation d'alliances avec des groupes voisins et le recours à l'enlèvement du bétail d'autres nomades (McCabe, 1990). En particulier, les complexes réseaux sociaux de protection basés sur la parenté, l'amitié et le patronage (l'économie dite "morale"), constituent leur dernière protection contre l'indigence et jouent un rôle majeur pour sortir de la famine. Au fil

Carte du Kenya montrant le district du Turkana



des ans, les éleveurs turkanas sont aussi devenus plus dépendants du marché et de l'aide extérieure pour compenser leur déficit de production alimentaire.

Pour les Turkanas, comme pour d'autres éleveurs nomades africains, la principale préoccupation n'est pas la lutte quotidienne pour survivre, la dureté de l'environnement leur ayant appris à s'adapter au cours des siècles. Ils souffrent plutôt de l'extrême instabilité de leur vie et des formes les plus aberrantes d'incertitude qu'ils ne peuvent pas prévoir. Ce qui est nouveau, à l'époque moderne, c'est l'ampleur et la durée des famines qu'ils subissent, associées à la lenteur du redressement. Cela tient, en grande partie, aux changements de leur environnement et aux influences extérieures plus envahissantes qui ont diminué leur capacité à faire face aux sécheresses.

### Une instabilité grandissante

Les conditions de l'insécurité alimentaire extrême que connaît le Turkana remontent à plusieurs décennies (Oba, 1992). Comme c'est de cas pour la périphérie occupée par les nomades du nord-est, le Turkana s'est trouvé constamment marginalisé au point de vue politique, tant par l'administration coloniale que par les gouvernements kényens après l'indépendance. Les régions pastorales n'ont jamais été la base de la légitimité politique des classes dirigeantes kényennes comme l'ont été les agglomérations urbaines ou même les hautes terres du centre du pays à des moments politiquement décisifs, juste avant les élections (de Waal, 1997). Par conséquent, le gouvernement n'a pas fait grand-chose pour s'attaquer aux causes structurelles de la famine et de la pauvreté au Turkana. Celles-ci ont toujours été aussi politiques qu'économiques et environnementales par nature.

L'économie autochtone basée sur l'élevage au Kenya fut sérieusement affaiblie après la pacification réalisée par le régime colonial au début du siècle. Après l'indépendance, les terres tribales du Turkana furent de plus en plus soumises au contrôle de l'Etat. Les frontières nationales furent fixées et plus étroitement surveillées, souvent au détriment des parcours traditionnels des éleveurs nomades. A partir des années 1970, l'insécurité physique dans le district augmenta considérablement à mesure que les guerres intestines d'Éthiopie, du Soudan et d'Ouganda débordaient sur le Kenya. La grande diffusion d'armes de guerre modernes a également contribué à mener des hostilités plus longues, plus destructrices, parmi les Turkanas d'une part et avec les tribus environnantes : les Toposas, les Donyiros, les Merilles, les Karamojongs et les Pokots.

En une vingtaine d'années, la sécheresse a durement frappé la région par trois fois, avec des conséquences souvent dramatiques. La sévérité de celle de 1979-81, qui a ravagé le nord en particulier, a contraint de nombreux éleveurs nomades à abandonner leur mode de vie pastoral, tout au moins temporairement (Hogg, 1982). En février 1982, 80.000 des 180.000 Turkanas du nord recevaient encore une aide alimentaire, beaucoup d'entre eux dans des camps d'assistance humanitaire. En 1994, Oxfam distribuait encore des vivres à 155.000 personnes victimes de la sécheresse de 1990-92 (Bush, 1995).

Les stratégies de survie et les activités de substitution qui, traditionnellement, jouaient un rôle fondamental pour permettre aux éleveurs turkanas de résister pendant une passe difficile, sont devenues de plus en plus inadéquates pendant cette période (Swift, 1989; McCabe, 1990). Résultat, l'assistance alimentaire extérieure est devenue plus étroitement intégrée à leur arsenal de stratégies de survie, au prix d'une sévère perte d'indépendance.

### **Les enlèvements de bétail minimisés**

Bien qu'il y ait de nombreuses anecdotes sur des raids effectués en pays Turkana dans la littérature sur la sécurité alimentaire, leurs conséquences sur les récentes famines n'ont pas fait l'objet d'un réel examen ou d'une documentation sérieuse. A cela, il y a trois raisons principales.

Premièrement, les interventions en faveur du développement au Turkana sont caractérisées par une ignorance générale des éleveurs nomades et des systèmes pastoraux. L'échec de nombreux projets de développement peut être en partie attribué à l'opinion et aux images stéréotypées des éleveurs africains et de leur environnement qu'en ont les chercheurs, les fonctionnaires et les organisations d'aide et de développement (voir Baxter et Hogg, 1990; Leach et Mearns, 1996). Cette vision présente les pasteurs nomades africains comme des individus arrogants, batailleurs, économiquement irrationnels, réfractaires au développement et détruisant l'environnement. Les enlèvements de bétail, par exemple, ont été généralement perçus comme une caractéristique "primitive" des relations pastorales. La complexité de leur rôle au niveau socioculturel et dans l'aménagement des ressources pastorales a longtemps été mal comprise par les gens de l'extérieur. Ces stéréotypes, bien que d'origine coloniale, ont persisté jusqu'à aujourd'hui et présentent le pastoralisme comme la principale cause des malheurs des éleveurs.

La fréquence des sécheresses dans la région a également conduit à percevoir la famine comme un phénomène inéluctable. A l'origine, on pensait que la seule

manière de l'éviter était de sédentariser les éleveurs nomades par des projets d'agriculture ou dans des villages de pêcheurs. Paradoxalement, au lieu de renforcer leurs moyens d'existence, cela les affaiblissait souvent à cause d'une mauvaise compréhension des stratégies autochtones d'autosuffisance bien adaptées à l'environnement hasardeux des zones arides. En limitant la mobilité traditionnelle des éleveurs et en concentrant hommes et animaux dans les zones les plus fertiles, les efforts de développement ont eux-mêmes souvent endommagé l'environnement.

Deuxièmement, c'est la famine - dans le sens le plus étroit du terme - plus que tout autre facteur qui a suscité l'intérêt pour le Turkana à l'extérieur. Des secours ont été envoyés dès les années 1930 par l'administration coloniale en temps de famine et, plus récemment, le district est devenu la cible de la plus grande lutte anti-famine dans le pays. À la base de ces interventions, on trouve la définition occidentale du mot famine, à savoir, mourir de faim. On a eu tendance à donner la priorité aux conséquences de la famine plus qu'à ses causes, en particulier celles qui n'étaient pas liées - au départ - à la sécheresse. Voilà pourquoi les processus sociopolitiques complexes qui ont un impact sur les moyens d'existence et la vulnérabilité à la famine sont restés mal compris.

La troisième raison expliquant pourquoi les enlèvements de bétail ont été mésestimés est d'ordre politique. Comme le remarquaient Cullis et Paol y dans leur étude du Turkana (1992: 8):

"La sécheresse est politiquement neutre et la présenter comme la cause de la crise permet d'éviter d'accuser les gouvernements ou les administrateurs de district de leur incapacité à contrôler la sécurité. Cela évite aussi d'avoir à identifier et à corriger d'autres facteurs encourageant les raids, tels que la pauvreté chronique, l'aliénation orchestrée par les institutions nationales et le commerce des armes".

Les organisations d'aide et de développement n'ont jamais eu ni l'autorité, ni l'expérience de traiter les conflits armés. La perception conventionnelle des conflits est celle d'une anomalie temporaire dans les relations sociales qui fera place, tôt ou tard à des formes plus pacifiques de coopération et de développement. Ainsi, la conclusion commune de beaucoup d'analyses sur l'insécurité alimentaire au Turkana, ne disposant pas de suffisamment d'informations, manquant d'options pour confronter le problème ou voulant apparaître politiquement "neutres", aura été de ne pas poser publiquement la question des razzias ou de minimiser leur contribution à la famine (voir, par exemple, Bush, 1995).

## LES DEUX FACETTES RAZZIAS : REDISTRIBUTION ET PRÉDATION

Il y a, toutefois, quelques études qui soulignent le rôle important que les enlèvements de bétail ont joué dans les récentes famines ayant sévi au Turkana. Une étude de 1985 notait que le problème des raids "est l'obstacle le plus formidable et le plus insoluble qui empêche de réaliser la totalité du potentiel des troupeaux" dans le district (Ecosystems, 1985: 9.3.1). Des études plus récentes confirment que les enlèvements et l'insécurité généralisée ont joué un rôle central dans la famine de 1979-81 au nord du Turkana (McCabe, 1990) et qu'ils constituent un élément prépondérant de la famine et de l'insécurité alimentaire dans ce district (Buchanan-Smith et Davies, 1995). Ces études, cependant, présentent le phénomène sous un jour négatif, passant sous silence le rôle important que cette tradition pastorale a joué dans l'amélioration des moyens d'existence et les changements qu'elle a connus à l'époque moderne.

### Le conflit, partie intégrante de l'utilisation des ressources

Les conflits locaux pour les ressources naturelles, dont les enlèvements de bétail sont une forme spécifique, sont endémiques dans les systèmes pastoraux et agropastoraux d'Afrique (Hussein, 1996). Comme le rappelle Analetti (1991), ces relations belliqueuses doivent être vues dans un contexte de relations complexes que les éleveurs nomades ont établies et qui ont maintenu la dimension physique et culturelle de leur survie dans des environnements très durs. La routine quotidienne suivie par les éleveurs nomades exige des qualités physiques et mentales essentielles pour survivre mais qui se traduisent souvent par des comportements agressifs. Toutefois, l'objectif ultime de ces comportements agressifs n'est pas nécessairement de subjuguier physiquement l'adversaire ni de s'approprier des biens matériels.

Dans les systèmes pastoraux, nombre de conflits peuvent, en fait, être considérés comme indispensables pour définir les relations entre les différents groupes. Les "systèmes à ressources multiples", très courants en zone aride, se caractérisent par une exploitation des ressources naturelles pour des usages multiples ou par plus d'un utilisateur (Cousins, 1996; Swallow et al., 1997). Dès lors que les groupes ont des objectifs et des intérêts différents dans l'utilisation des ressources, la concurrence devient plus aiguë, bien que le conflit violent ne soit pas toujours inévitable. Lorsqu'il n'existe pas d'institutions responsables de la gestion des ressources naturelles, le recours à la violence peut être le signe d'une incompatibilité des institutions sociales ou d'une apparition de nouveaux problèmes comme la pénurie d'une ressource particulière (Chauveau et Mathieu, 1996). Ainsi, le conflit est

considéré comme un vecteur de communication entre divers groupes, l'objectif ultime pouvant être de mettre en place un cadre destiné à négocier l'accès aux ressources et de réaffirmer l'identité des groupes.

Si l'agressivité des éleveurs peut être en partie attribuée à l'exigence de survie dans un environnement éprouvant, le besoin de former des alliances et de coopérer avec d'autres éleveurs ou des agriculteurs, en est le contrepoint logique. La fameuse ethnographie de Gulliver sur le Turkana (1995), montre bien que ces schémas de conflit et de coopération font intégralement partie du style de vie de ces pasteurs nomades, face à des pressions écologiques sévères. Il décrit une société où les relations sociales étaient définies par des droits réciproques en matière d'échange de bétail, permettant souvent un accès aux pâturages de saison sèche sous le contrôle de groupes voisins en période de pénurie. Quand le rapport de force entre les groupes s'inverse, les relations basées sur un échange pacifique peuvent rapidement faire place à des raids réciproques. Pourtant, Gulliver mentionnait qu'une animosité perpétuelle entre clans était chose rare.

Traditionnellement, des mécanismes existaient aussi dans les sociétés pastorales pour atténuer les effets les plus destructifs des conflits (Fukui et Turton, 1979). Les éleveurs nomades appliquent une vaste palette de stratégies destinées à écarter les confrontations avec les autres usagers et de réduire au minimum leur vulnérabilité. On citera, notamment, la diversification des stratégies de subsistance, l'intensification de l'exploitation des ressources et la migration. Lorsque le conflit ne peut être évité et que la violence éclate, les sociétés pastorales, en règle générale, possèdent un arsenal de stratégies pour les gérer qui s'inscrivent dans les coutumes locales, en particulier au travers des Conseils des anciens, des chefs religieux et des tribunaux traditionnels. Lamphear (1994) note que de nombreuses institutions impliquées dans les guerres tribales du Turkana comme les "systèmes de génération", ont traditionnellement servi à réduire la violence de cette façon.

Le rôle d'amélioration des moyens d'existence que les conflits peuvent jouer dans les sociétés pastorales est la clé permettant de comprendre les conséquences que présente l'évolution des raids de "redistribution" vers des formes plus "prédatrices".

### **Les raids de redistribution**

Les raids de redistribution ont constitué, traditionnellement, une forme sophistiquée de répartition des ressources pastorales entre éleveurs pauvres et riches. Ils ont été aussi un élément, tout aussi commun, des relations tant intra-tribales qu'inter-tribales (Dyson-Hudson et McCabe, 1982). Ces raids permettent de reconstituer les

troupeaux décimés par la sécheresse ou par d'autres raids et leur fréquence est donc souvent fonction des conditions climatiques et de l'état momentané de la "paix tribale". Ces incursions sont gouvernées par des règles très complexes à travers une conception locale de propriété collective concernant le bétail. L'usage d'une violence extrême, notamment sur les femmes et les enfants, était généralement considéré socialement inacceptable, autrefois tout du moins, au Turkana.

D'autres facteurs sociaux et politiques contribuent également à expliquer la fréquence des raids de redistribution. Beaucoup d'éléments de la culture turkana comportent une aura militaire qui se confond avec des questions religieuses, politiques et économiques. Pour les jeunes hommes, la guerre est un important rite initiatique qui constitue par-là même une forte incitation à faire un raid (Lamphear, 1992). L'enlèvement de bétail est l'une des rares occasions où un homme jeune peut acquérir prestige et indépendance vis-à-vis de son père. Le bétail étant la monnaie utilisée dans les transactions sociales, la pression pour accumuler des animaux est énorme. Le mariage, par exemple, impose des dotes élevées à payer qui, d'après Bollig (1990), incitent très fortement les hommes jeunes à effectuer des raids.

De bien des façons, les formes de raids de redistribution contribuent à la stabilité du système pastoral dans sa totalité. En l'absence d'une autorité dominante la société pastorale, les enlèvements de bétail et les formes d'entre-aide permettent de maintenir des identités distinctes et des relations codifiées entre les différents groupes ainsi que de préserver un certain équilibre. Il serait erroné de faire du sentiment sur les formes de raids de redistribution en négligeant l'impact extrêmement négatif qu'ils peuvent avoir, dans certains cas, sur les moyens d'existence des éleveurs nomades. Ceci est d'autant plus vrai que l'emploi d'armes modernes est de plus en plus courant au Turkana depuis quelques décennies. Pourtant, les raids de redistribution semblent se produire dans un cadre social capable de tempérer les excès.

### Les raids prédateurs

Les raids de type prédateur débordent ce cadre social du fait de leur extrême intensité et de leur ampleur. La principale distinction entre les raids de redistribution et les raids prédateurs n'est pas simplement une question d'armement sophistiqué. C'est plutôt l'apparition croissante d'agents extérieurs qui a miné le mode de vie pastoral et l'intégrité socioéconomique du système pastoral dans son ensemble. Si les raids perpétrés par des gens de l'extérieur ont toujours existé, ils se sont accrus en fréquence et en intensité depuis plusieurs dizaines d'années.

Le raid prédateur est gouverné par une logique criminelle à l'opposé des anciennes notions d'équilibre et de réciprocité. Les raids prédateurs sont en grande partie organisés par des personnes extérieures au Turkana, y compris des militaires en arme et des groupes de hors-la-loi du Kenya ou des pays limitrophes ainsi que des "entrepreneurs". Les motifs sont commerciaux : il s'agit de procurer du bétail en grande quantité soit à des troupes en guerre, soit à des négociants pour faire un profit. Cela est facilité par la stagnation économique générale que connaît la Corne de l'Afrique et qui contribue au développement d'un marché noir "parallèle" (Duffield, 1994). Ce marché ne connaît pas de frontières et il est en grande partie contrôlé par des personnes disposant d'un certain pouvoir politique ou ayant accès à des armes. Le commerce illégal transfrontalier d'armes et de bétail dans la Corne de l'Afrique est donc au cœur du problème de la sécurité du Turkana aujourd'hui. Grave conséquence de cette situation, les éleveurs locaux ont été obligés de s'armer eux-mêmes pour se défendre, entraînant ainsi la militarisation du district du Turkana.

L'intervention de l'Etat dans les affaires pastorales, au moyen de cadres juridiques et administratifs introduits à l'époque coloniale, a non seulement réduit la capacité des éleveurs à poursuivre leurs activités de production, mais a aussi aggravé le problème des razzias. Dans un effort de centralisation du pouvoir, les gouvernements successifs ont activement cherché à saper l'influence et la légitimité des anciens de chaque tribu qui traditionnellement s'efforçaient d'instaurer une trêve après une période de raids. La désagrégation des mécanismes traditionnels de résolution de conflit dans la société turkana a ainsi exacerbé les tensions à la fois au sein des tribus et entre elles.

Par ailleurs, les raids prédateurs au niveau local coïncident souvent avec des événements politiques au niveau national, résultant notamment de la rivalité inter-ethnique accrue qui accompagne régulièrement les élections nationales au Kenya. Dans la mesure où ces raids continuent à être perçus comme une "activité primitive" *des éleveurs nomades, ils constituent un écran bien pratique derrière lequel peuvent s'abriter ceux qui ne sont pas favorables aux intérêts pastoraux pour effectuer des réalignements politiques substantiels.* La fragilisation du mode de vie pastoral, qui dépend d'une certaine cohésion du système et d'un minimum de stabilité, est donc la conséquence inévitable (et dans certains cas, l'objectif direct) d'actions menées par des groupes extérieurs.

## L'INTERACTION SÉCHERESSE, RAIDS ET FAMINE AU TURKANA

Il est impossible de généraliser sur l'impact de la sécheresse et des enlèvements de bétail dans le district du Turkana. Les conditions et les problèmes ont tendance à beaucoup dépendre de l'endroit considéré. Lors de la famine de 1979-81, par exemple, les populations nomades du nord ont été beaucoup plus touchées que celles du sud car celles-ci avaient, face à la famine, des stratégies de défense et de rétablissement beaucoup plus efficaces (McCabe, 1990). Bien que la relation soit complexe, le cas du Turkana donne quelques indications sur la manière dont sécheresses et razzias contribuent à affaiblir les stratégies de subsistance, tant individuelles que collectives, des éleveurs en temps de crise.

### Insécurité et vulnérabilité à la famine

Pour bien comprendre ce processus, il faut une définition beaucoup plus large de la famine. L'acception conventionnelle tend à la considérer comme un phénomène à court terme, limité dans le temps et résultant d'une simple absence de nourriture. Avec une définition étroite par rapport aux taux de mortalité, on perd de vue les stratégies des éleveurs pour maintenir leurs moyens d'existence et la façon dont ceux-ci sont fragilisés. Il vaut mieux considérer la famine comme on le fait en Afrique, à savoir, un processus d'érosion des formes de subsistance (de Waal, 1990). Ceci permet de mieux comprendre comment l'intervention de l'homme contribue à la famine et ce que l'on peut faire.

Dans les zones pastorales arides, les stratégies de subsistance doivent forcément s'adapter aux changements radicaux des conditions de l'environnement (Corbett, 1988; Davies, 1996). Les éleveurs turkanas passent constamment d'une série d'activités de subsistance "normales" lorsque les conditions sont bonnes, à une série de stratégies "de survie" en période de détresse. Cependant, du fait de leur extrême pauvreté, des sécheresses graves et répétées ces dernières années, et du problème de l'insécurité croissante au Turkana, de nombreux éleveurs vivent cet état de survie, en fait, comme la norme. La distinction entre la survie et la destitution est devenue de plus en plus floue, conduisant à un état pratiquement permanent de vulnérabilité à la famine pour de nombreux éleveurs, avec une capacité réduite à faire face aux difficultés passagères.

C'est en particulier le cas lorsque se produisent en même temps plusieurs calamités comme la maladie, la sécheresse et l'enlèvement d'un troupeau. La fréquence des raids, par exemple, augmente probablement en période de sécheresse. Les maladies

du bétail se répandent souvent à l'occasion de raids et peuvent avoir des conséquences catastrophiques pour le cheptel. Bien qu'on ne l'ait pas reconnu immédiatement à l'époque, la maladie semble bien maintenant avoir été une cause décisive de la famine de 1979-81 au Nord Turkana lorsque près de 90% de tout le bétail et un grand nombre de chèvres, de chameaux et d'ânes ont succombé. L'épidémie elle-même provenait d'animaux contaminés enlevés lors d'un énorme raid perpétré par des éleveurs turkanas au nord-est de l'Ouganda (Cullis et Pacey, 1992).

L'impact direct de ces raids peut être particulièrement tragique au niveau humain, comme lors d'une opération majeure de l'autre côté de la frontière, au Nord Turkana en 1992, qui s'est soldée par plus d'une centaine de morts (Buchanan-Smith et Davies, 1995). Pourtant, le fait de considérer un raid comme une opération ponctuelle occulte l'importance de son impact sur les moyens d'existence des éleveurs qui vivent dans un état permanent d'insécurité, et les effets secondaires qu'il produit. Paradoxalement, ce ne sont peut-être pas les raids en eux-mêmes qui fragilisent le plus les stratégies pastorales de subsistance, mais l'incertitude que ces coups de force entretiennent et les mesures prises par rapport à cette insécurité.

### **Les entraves à la mobilité**

L'incertitude a un impact direct sur la mobilité des éleveurs. Si, pour un éleveur, les razzias permettent d'accroître la taille de son propre troupeau, les éviter est tout aussi important afin de garder ses bêtes. Pourtant, les restrictions de mobilité que les éleveurs s'imposent face à l'insécurité peuvent avoir des implications tout à fait négatives pour la viabilité des troupeaux. Les Nginsonyokas du Sud Turkana, par exemple, se déplaçaient traditionnellement 10 à 15 fois par an, en quête de zones plus humides et d'îlots de verdure à haut potentiel pour leurs troupeaux (McCabe, 1990). Cette mobilité est d'autant plus importante que les différentes espèces animales nécessitent différents types de végétation. Or, les problèmes de sécurité font qu'à certains moments, des pâturages sont effectivement hors d'atteinte, forçant les éleveurs à en trouver d'autres.

Ces graves problèmes d'insécurité doivent être pris en compte dans toute évaluation sérieuse des conditions qui engendrent la famine au Turkana aujourd'hui. Une étude de 1985 a montré que 47% du district du Turkana, dont nombre des meilleurs pâturages, étaient virtuellement inutilisés de 1982 à 1984 par peur des raids (Ecosystems, 1985). Une autre étude de McCabe (1990) estimait que près d'un quart du territoire des Nginsonyokas, dont leurs meilleurs pâturages d'altitude, était

rarement utilisé pour les mêmes raisons. Les conséquences de ces entraves à la mobilité sont de trois ordres.

Premièrement, les éleveurs sont contraints de se contenter de pâturages de moindre qualité ou qui ne nourrissent pas suffisamment leurs bêtes. Le problème immédiat qui se pose - le surpâturage - peut, à long terme, aboutir à de sérieuses dégradations de l'environnement. Deuxièmement, les entraves à la mobilité peuvent aussi affecter la végétation des pâturages abandonnés, bien que d'une manière très différente. Quand les pâturages ne sont plus broutés par les animaux, des buissons épineux s'établissent et les rendent moins propices au pacage par la suite. Finalement, la sédentarisation forcée des populations nomades limite leur accès aux produits qu'ils trouvent habituellement dans la nature et aux marchés locaux, lesquels jouent un rôle déterminant dans leurs stratégies de survie.

L'efficacité d'une stratégie de subsistance basée sur la mobilité est donc fonction du niveau général de sécurité de la région. Cela oblige les éleveurs à trouver un compromis entre le risque perçu de subir un raid et la peur de mourir de faim. Autrefois, on s'attendait généralement aux raids de redistribution et on pouvait y faire face : même si les risques d'emmener son bétail dans une zone hasardeuse étaient élevés, ils n'étaient pas nécessairement inacceptables dans la mesure où il y existait un système social d'aide collective auquel la victime pouvait faire appel. L'intensité et l'imprévisibilité du raid prédateur a introduit un degré extrême d'incertitude dans les calculs de subsistance. Pour les éleveurs turkanas, non seulement leurs vies sont en danger quand ils font paître leurs animaux, mais l'économie morale sur laquelle beaucoup d'entre eux comptent en temps de crise, est également minée aujourd'hui par la violence et l'insécurité.

### **La décomposition de l'économie morale**

La décomposition de l'économie morale affecte non seulement les stratégies de subsistance des éleveurs pris individuellement, mais comporte aussi des implications pour l'avenir de l'ensemble du système pastoral. L'économie morale donne aux éleveurs nomades le droit de demander une contribution (céréales ou bétail) à d'autres éleveurs en temps de crise, et impose réciproquement, le devoir de leur venir en aide quand ceux-ci sont en difficulté. Néanmoins, l'économie morale n'est pas intrinsèquement une économie-providence et peut conduire à la perte pour un éleveur de son statut et de son autonomie en échange d'un certain niveau de sécurité. Elle n'en reste pas moins l'armature centrale du système social de sécurité collective dont tous dépendent, qu'ils soient relativement riches ou pauvres.

On peut considérer que les raids de redistribution opèrent dans le cadre de règles et de relations réciproques qui s'intègrent bien au fonctionnement de l'économie morale : à la longue, les pertes et les prises résultant des raids effectués sur une petite échelle s'équilibrent dans l'ensemble, et permettent une redistribution des ressources entre éleveurs riches et pauvres. Le secteur pastoral ne s'en porte que mieux. L'émergence de formes de raids plus prédatrices a contribué à la décomposition de l'économie morale. Cela est particulièrement vrai lorsque des éleveurs vivant dans la même zone sont victimes de raids au même moment. Un seul raid peut dévaster toute une communauté pastorale, contraignant ses membres à aller chercher beaucoup plus loin l'assistance dont ils ont besoin.

L'autre facteur contribuant à l'échec de l'économie morale réside dans le fait que les éleveurs sont manipulés par des personnes extérieures qui utilisent les tensions entre tribus comme un tremplin pour leurs actions. Lorsque des éleveurs turkanas participent à des raids entrepris par des gens de l'extérieur, ils peuvent en tirer quelques profits, du moins à court terme, mais les liens qui les unissent au reste de la communauté pastorale s'en trouvent affaiblis. Il semble également probable que les profits qu'ils en tirent ne sont pas aussi bien redistribués dans la communauté locale qu'ils le seraient avec un fonctionnement normal de l'économie morale. Ceux qui bénéficient vraiment de ces enlèvements se trouvent de plus en plus à l'extérieur du système pastoral, tandis qu'à l'intérieur, les profits vont à un nombre de plus en plus réduit de personnes.

Le déclin de la valeur moyenne du cheptel par éleveur dans le système pastoral incite encore davantage les éleveurs locaux à effectuer des raids. Cela est particulièrement vrai pour les hommes jeunes dont la position dans la société pastorale s'est dégradée à cause de la difficulté qu'ils ont à remplir leurs obligations sociales liées aux raids. Le recours à la violence est aussi plus courant car l'influence des anciens de la tribu, autrefois suffisante pour contenir les ambitions agressives des jeunes "loups", a bien souvent diminué de façon significative.

Mais ce sont les plus démunis et les plus vulnérables de la communauté, les femmes et les enfants en particulier, qui sont souvent les grands perdants lorsque la viabilité du secteur pastoral décline. Représentant une charge pour la famille, femmes et enfants sont les premiers à partir en temps de crise. On les envoie chez des parents éloignés ou, de plus en plus, en ville où leur sécurité alimentaire n'est pas toujours assurée. Souvent les femmes sont contraintes de se prostituer pour survivre. A mesure que l'effondrement de l'économie morale se généralise, les éleveurs dépossédés de leurs troupeaux se trouvent eux-mêmes forcés de quitter le secteur

pastoral pour aller dans des camps d'assistance humanitaire ou pour chercher un travail rémunéré.

C'est alors la fin de tout espoir de rétablissement dès lors que les attaches sociales indispensables pour reconstituer un troupeau sont, souvent, irrévocablement tranchées. L'analyse par McCabe (1990) de la famine de 1979-81 au Turkana suggère que cela constitue la raison principale expliquant pourquoi les éleveurs du nord ont eu beaucoup plus de mal que ceux du sud à se rétablir. La société pastorale du Nord Turkana était vulnérable au plus au point : conflits interethniques, enlèvements de bétail, instabilité politique, restrictions des frontières nationales et de la lutte anti-famine. Ces problèmes étaient beaucoup moins prononcés dans le sud. En dépit de la perte de quelque 60 à 90% de leur cheptel, et sans aide alimentaire, les Nginsonyokas furent capables de se rétablir presque entièrement grâce aux stratégies traditionnelles employées en temps de famine et qui s'appuient sur l'économie morale et la mobilité.

## **QUELQUES IMPLICATIONS POUR LA POLITIQUE D'AIDE ET DE DÉVELOPPEMENT**

La "nouvelle pensée" en matière de développement pastoral (Scoones, 1995) lance un sérieux défi à ceux qui prétendent que l'élevage nomade est une activité économiquement improductive qui endommage l'environnement des régions arides où plus de la moitié des pasteurs d'Afrique vivent aujourd'hui. Une meilleure compréhension de la complexité avec laquelle les éleveurs interagissent avec leurs environnements a mis en lumière la rationalité du fonctionnement et la productivité économique des systèmes de production en zones arides. On reconnaît, désormais, que, dans un contexte d'extrême incertitude environnementale, la survie des éleveurs dépend du maintien d'un mode de vie basé sur le troupeau et sa mobilité. L'efficacité de la lutte anti-famine et des politiques de développement pastoral doit être évaluée sous cet angle.

### **La lutte anti-famine**

On sait bien aujourd'hui que la famine en milieu pastoral n'est pas simplement une question de manque de nourriture mais qu'elle provient aussi de l'effondrement des moyens d'existence pastoraux. Les politiques d'aide, mises en oeuvre par diverses organisations au Turkana ces dernières années, ont cherché à traiter ces deux problèmes. Leurs interventions allaient des programmes d'aide alimentaire traditionnels (une priorité du Programme alimentaire mondial), destinés aux éleveurs

concentrés dans des camps d'assistance humanitaire, jusqu'à des efforts visant à renforcer le système d'économie pastorale et à protéger les moyens d'existence. Cette dernière approche fut adoptée par Oxfam, au Nord Turkana, entre 1992 et 1994 (Bush, 1995), avec le double objectif d'éviter une indigence à long terme des éleveurs et, lorsque c'était déjà le cas, de les aider à en sortir.

Le principal problème que rencontrent les programmes traditionnels d'aide alimentaire est la dépendance qu'ils créent vis-à-vis de l'extérieur, ainsi que l'aggravation de l'affaiblissement des stratégies autochtones d'autosuffisance (McCabe, 1990; Oba, 1992). Si l'on se contente de sauver des vies sans se préoccuper des moyens d'existence en pleine décomposition, on s'attaque, en fin de compte, aux symptômes et non aux causes de leur détresse.

C'est dans cet état d'esprit qu'Oxfam s'est efforcé de consolider l'économie pastorale pour maintenir l'indépendance des éleveurs tout en accroissant l'aide alimentaire. Au-delà des besoins immédiats de consommation, l'aide alimentaire visait également à éviter une diminution du cheptel en réduisant la nécessité, pour les éleveurs, de vendre des bêtes pour acheter des céréales ou d'en abattre pour se nourrir. L'aide alimentaire a pu aussi jouer un rôle important dans la consolidation des réseaux sociaux traditionnels dont dépend l'économie morale (Bush, 1995). On a trouvé que les éleveurs partageaient régulièrement entre eux l'aide alimentaire qu'ils recevaient, pas simplement pour des raisons humanitaires, mais aussi parce que cela renforçait les liens sociaux sur lesquels ils pourraient compter ultérieurement.

Le programme d'aide alimentaire d'Oxfam avait le même objectif général que son programme de reconstitution du cheptel, à savoir, soutenir l'économie pastorale en évitant la diminution des troupeaux ou en les reconstituant. Bien que, sans aucun doute, beaucoup de vie aient été sauvées, ces stratégies ne constituent pas en elles-mêmes une solution adéquate à long terme face à l'effondrement des moyens d'existence pastoraux, victimes de la violence et de l'insécurité.

### **Réconcilier aide et développement**

Avec son programme d'aide au Turkana de 1992-4, Oxfam répondait à cette nouvelle volonté de lier les efforts caritatifs à court terme aux initiatives à long terme de relance des activités de développement. Beaucoup de débats sur la réconciliation de l'aide et du développement gravitent autour de la nécessité d'une meilleure planification, d'une réaction plus rapide en cas d'urgence, de l'assistance à apporter pour permettre aux victimes de reconstituer leurs biens et de reconstruire les structures de leur communauté. Le danger serait de négliger les causes politiques

des famines et de voir dans la nécessité d'associer aide et développement, une simple question technique.

Face à la famine, il convient de faire la distinction entre les causes de l'indigence qui sont liées à la sécheresse - lorsque le bétail meurt par manque d'eau ou de pâturages de qualité - et les causes liées aux raids et à l'insécurité. Ces dernières ont un impact direct et immédiat sur la taille des troupeaux et la mobilité des éleveurs. L'aide alimentaire ou la reconstitution de cheptel, lorsqu'elles sont correctement menées, peuvent contribuer à rétablir les moyens d'existence des éleveurs, s'ils sont capables d'appliquer de nouveau leurs stratégies normales de subsistance basées sur la mobilité. Toutefois, lorsque des ressources comme le bétail et les céréales sont activement recherchées par des bandits ou des soldats en maraude, l'apport d'une aide alimentaire ou la reconstitution des troupeaux peuvent attirer ces groupes armés. Dans ce cas, chercher à reconstituer le cheptel est une stratégie qu'il convient de considérer comme sérieusement inadéquate, si ce n'est totalement inadaptée.

Le défi qui consiste à assurer une mobilité sans entrave aux éleveurs turkanas ne nécessite rien de moins que de s'attaquer aux problèmes plus vastes à l'origine des raids prédateurs actuels. Ceux-ci sont extrêmement complexes et toute solution doit avoir une dimension géopolitique allant bien au-delà de ce que les organisations caritatives sont capables de faire. Néanmoins, les équipes d'aide, étant proches de ces problèmes, sont bien placées pour contribuer à une prise de conscience et militer pour obtenir des mesures plus efficaces de la part, tant des gouvernements nationaux, que des organisations internationales chargées du développement.

### La résolution de conflit

Vu les problèmes que posent les conflits, on observe un intérêt grandissant pour des techniques de résolution des conflits centrées sur le litige en tant que tel. S'il y a, certes, des signes encourageants d'un nouvel intérêt de la part des organisations d'aide et de développement à l'égard des causes sous-jacentes des conflits, un certain nombre de pièges se profilent, exigeant une attention particulière. Oxfam, par exemple, a eu quelque succès avec un accord de paix, au Nord Turkana, négocié en se servant de l'aide alimentaire pour inciter les factions rivales à accepter de collaborer. Bien que cela prouve que la résolution de conflit est possible, il est important de clarifier si les objectifs sont purement fonctionnels ou institutionnels. Dans le premier cas, on cherche à accélérer la livraison de l'aide alimentaire et dans le second, à établir un mécanisme de gestion des conflits à long terme.

Une initiative dont l'objectif serait purement fonctionnel pourrait être critiquée comme étant trop ponctuelle et risquant de masquer la complexité du problème d'ensemble. Dans le second cas, une évaluation plus pragmatique est nécessaire pour déterminer si les interventions visant à résoudre les conflits peuvent avoir un réel impact sur le niveau et la cible des violences, au regard des facteurs structurels sous-jacents. Les conflits qui sévissent dans les régions pastorales sont généralement de nature politique et peuvent impliquer de grandes disparités de pouvoir entre groupes opposés. Dans leur hâte à créer une "capacité de gestion des conflits", certaines organisations d'aide et de développement risquent de ne pas accorder suffisamment d'attention aux deux questions fondamentales suivantes (Hendrickson, 1997).

La première concerne l'équilibre à trouver entre le rôle de l'État et celui des groupes locaux dans la gestion des conflits. Alors que l'on commence à reconnaître qu'une gestion efficace des ressources naturelles du secteur pastoral passe par une réforme de la législation et des institutions nationales, la même observation est valable pour la résolution des querelles intestines. L'État doit être invité à tout débat sur le problème de l'insécurité dans le secteur pastoral. Et cela, non seulement parce qu'il est souvent directement ou indirectement impliqué dans les raids, mais aussi parce qu'il offre, à long terme, la meilleure tribune pour arbitrer les conflits où des acteurs extérieurs sont impliqués et pour imposer le respect des accords conclus.

La seconde question porte sur l'équilibre à trouver entre les approches "locales" et "extérieures" en matière de résolution de conflit. De nombreuses approches extérieures cherchent à importer de nouvelles techniques pour gérer les conflits, techniques issues des notions occidentales de médiation et de négociation. La "nouvelle pensée" sur le développement pastoral qui met l'accent sur "ce que les pasteurs font de mieux" s'applique aussi à la résolution de conflit. Des mécanismes de résolution de conflit sont très présents dans les coutumes locales au niveau culturel et institutionnel, et évoluent continuellement pour s'adapter à de nouveaux besoins. Tandis que la nature des conflits que l'on constate dans le secteur pastoral change actuellement de façon spectaculaire, le point de départ pour les traiter est d'examiner comment ces coutumes locales peuvent être employées d'une manière nouvelle. La tendance a trop longtemps été de mépriser le savoir local au détriment des moyens d'existence des éleveurs nomades.

## CONCLUSION

Le cas du Turkana montre la nécessité de mieux comprendre le rôle traditionnel des conflits dans les sociétés pastorales. Différentes formes de conflit, comme les enlèvements de bétail, ont fait intégralement partie des coutumes locales d'utilisation des ressources pendant des siècles. Comprendre la façon dont ces conflits ont évolué à l'époque moderne est indispensable pour examiner la manière dont les moyens d'existence des éleveurs sont fragilisés aujourd'hui. Même si les problèmes posés par les formes contemporaines de conflit pastoral peuvent apparaître, à bien des égards, insolubles, le fait qu'ils aient été exacerbés pendant des années par des interventions inappropriées en matière d'aide et de développement permet d'espérer que des politiques plus judicieuses pourraient contribuer à amener des changements constructifs. Au cœur du problème des raids prédateurs réside la question d'allocation inégale de pouvoirs et de ressources, pas tant au sein même des systèmes pastoraux qu'à travers les sociétés sabéliennes dans leur ensemble. S'attaquer à la marginalisation politique à laquelle les communautés pastorales africaines sont confrontées aujourd'hui, reste le vecteur essentiel de toute véritable stratégie à long terme de réduction de leur vulnérabilité à la famine.

## **RÉFÉRENCES**

- Anacleli, O. (1991) The Economics of Conflict among Marginalized Peoples of Eastern Africa. In F.M. Deng and J.W. Zartman (eds.) Conflict Resolution in Africa. The Brookings Institution, Washington.**
- Baxter, P.T.W and R. Hogg (eds.) (1990) Property, Poverty and People: Changing Rights in Property and Problems of Pastoral Development.**
- Bollig, M. (1990) Ethnic Conflicts in North-West Kenya: Pokot-Turkana Raiding 1969-1984. Zeitschrift für Ethnologie 115: 73-90.**
- Buchanan-Smith, M. and S. Davies (1995) Famine Early Warning and Response: The Missing Link? Intermediate Technology, London.**
- Bush, J. (1995) The Role of Food Aid in Drought and Recovery. Oxfam's North Turkana (Kenya) Drought Relief Programme, 1992-94. Disasters 19(3): 247-59.**
- Chauveau, J.-P. and P. Mathieu (1996) Dynamiques et Enjeux des Conflits Fonciers. In Foncier Rural, Ressources Renouvelables e Développement: Analyse Comparative des Différentes Approches. GREC, Paris.**
- Corbett, J.M.(1988) Famine and Household Coping Strategies. World Development 16(9): 1009-12.**
- Cousins, B. (1996) Conflict Management for Multiple Resource Users in Pastoralist and Agro-Pastoralist Contexts. IDS Bulletin 27(3): 41-54.**
- Cullis, A. and A. Pacey (1992) A Development Dialogue: Rainwater Harvesting in Turkana. Intermediate Technology, London.**
- Davies, S. (1996) Adaptable Livelihoods: Coping With Food Insecurity in the Malian Sahel. Macmillan, Basingstoke.**
- De Waal, A. (1990) A Re-assessment of Entitlement Theory in the Light of the Recent Famines in Africa. Development and Change 21(3): 467-90**
- De Waal, A. (1993) War and Famine in Africa. IDS Bulletin 24(4): 33-40.**

De Waal, A. (1997) *Famine Crimes: Politics and the Disaster Relief Industry in Africa*. African Rights and James Currey, Oxford and Bloomington.

Duffield, M. (1994) *The Political Economy of Internal War: Asset Transfer, Complex Emergencies and International Aid*. In J. Macrae and A. Zwi (eds.) *War and Hunger*. Zed, London.

Dyson-Hudson, R. and J.T. McCabe (1982) *Water Resources and Livestock Movements in Southern Turkana*. Report prepared for Norad.

Ecosystems (1985) *Turkana District Resources Survey (1982-1984): Report to Ministry of Energy and Regional Development*. Ecosystems Ltd. for Turkana Rehabilitation Project, Nairobi.

Fukui, K. and D. Turton (eds.) (1979) *Warfare among East African Herders*. Senri Ethnological Series No. 3, National Museum of Ethnology, Osaka.

Gulliver, P.H. (1955) *The Family Herds: A Study of Two Pastoral Tribes in East Africa: The Jie and Turkana*. Routledge and Kegan Paul, London.

Hendrickson, D. (1997) *Supporting Local Capacities for Managing Conflicts over Natural Resources in the Sahel: A Review of Issues with an Annotated Bibliography*. Report prepared for the International Institute of Environment and Development, London.

Hogg, R. (1982) *Destitution and Development: The Turkana of North-West Kenya*. *Disasters* 6(3): 164-8.

Hussein, K. (1996) *Conflict between Sedentary Farmers and Herders in the Semi-arid Sahel and East Africa: A Review*. Report prepared for the ODA Livestock Production Research Programme by the Overseas Development Group, University of East Anglia.

Lamphear, J. (1992) *The Scattering Time: Turkana Responses to Colonial Rule*. Clarendon, Oxford.

Lamphear, J. (1994) *The Evolution of Ateker 'New Model' Armies: Jie and Turkana*. In K. Fukui and J. Markakis (eds.) *Ethnicity and Conflict in the Horn of Africa*. James Currey, London.

Leach, M. and R. Mearns (eds.) (1996) *The Lie of the Land: Challenging Received Wisdom on the African Environment*. James Currey, London.

McCabe, J.T. (1990) *Success and Failure: The Breakdown of Traditional Drought Coping Institutions Among the Pastoral Turkana of Kenya*. *Journal of African and Asian Studies* 25(3-4): 146-60.

Macrae, J. and A. Zwi (eds.) (1994) *War and Hunger*. Zed, London.

Oba, G. (1992) *Ecological Factors in Land Use Conflicts, Land Administration and Food Insecurity in Turkana, Kenya*. Pastoral Development Network Papers No. 33a, Overseas Development Institute, London.

Scoones, I. (ed.) (1995) *Living with Uncertainty: New Directions in Pastoral Development in Africa*. Intermediate Technology, London.

Swallow, B.M., R.S. Meinzen-Dick, L.A. Jackson, T.O. Williams and T.A. White (1997) *Multiple Functions of Common Property Regimes*. EPTD Workshop Summary Paper No. 5, IPR1, Washington.

Swift, J. (1989) *Planning Against Drought and Famine in Turkana: A District Contingency Plan*. In T.E. Downing, K.W. Gittu and M.K. Crispin (eds.) *Coping with Drought in Kenya*. Lynne Rienner, Boulder and London.

# iiED

International  
Institute for  
Environment and  
Development

Programme Zones Arides

Le Programme Zones Arides oeuvre pour la promotion d'une gestion plus efficace et équitable des ressources naturelles de l'Afrique semi-aride, à travers différents types de travaux menés en collaboration avec de nombreuses organisations. Ses efforts sont tout particulièrement centrés sur la conservation des sols et la gestion de la fertilité, le développement pastoral et les régimes fonciers ainsi que les problèmes d'accès aux ressources. Les objectifs clés du programme sont de renforcer les liens de communication entre l'Afrique francophone et anglophone, soutenir le développement de la recherche et des ONGs, promouvoir la gestion des ressources depuis la base en s'appuyant sur les compétences locales, encourager l'adoption de méthodes participatives et consolider les droits des usagers locaux.

Ces objectifs sont matérialisés à partir des quatre activités suivantes: la recherche en partenariat avec les organisations africaines et autres acteurs de développement, la formation et vulgarisation des méthodes participatives, la dissémination de l'information et enfin, le conseil auprès des bailleurs de fonds.

International Institute for  
Environment and Development  
3 Endsleigh Street  
London WC1H 0DD  
UK

Tel: (+44 171) 388 2117  
Fax: (+44 171) 388 2826  
E-mail: [drylands@iied.org](mailto:drylands@iied.org)

ISSN 1357 9312